



REPUBLIQUE DU NIGER

Fraternité - Travail - Progrès

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

HAUT COMMISSARIAT A L'INITIATIVE 3N



Rencontre Etat - Partes-
naires du 14 Novembre
2014

Initiative 3N, les Nigériens nourrissent les Nigériens :
Point sur le financement du Plan d'Accélération 2014 – 2015



Haut Commissariat à l'Initiative 3N No-
vembre 2014

Table de matières

TABLE DE MATIERES.....	2
INTRODUCTION	3
1. RAPPELS CONTEXTUELS	3
1.1 LE PLAN D'INVESTISSEMENT (PI) 2012 – 2015	4
1.2 LE PLAN D'ACCELERATION 2014 -2015.....	4
1.3 ARTICULATIONS DU PLAN D'INVESTISSEMENT ET DU PLAN D'ACCELERATION	5
2. ETAT GENERAL DE MISE EN ŒUVRE DE L'I3N.....	7
2.1 ACQUIS MAJEURS DE L'EXECUTION DU PI3N DE 2012 – 2013	7
2.2 RESSOURCES MOBILISEES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PI 2012 – 2015.....	8
2.3 ETAT DE MOBILISATION DE FINANCEMENTS POUR LA PERIODE APRES 2015	11
3. NIVEAU DE MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACCELERATION 2014 – 2015.....	12
3.1 RELEVÉ DES REALISATIONS MAJEURES DU PLAN D'ACCELERATION.....	12
3.2. SYNTHÈSE SUR LES FINANCEMENTS SUPPLEMENTAIRES RECHERCHES.....	13
CONCLUSION	14

Introduction

La présente note est produite pour servir de support à la rencontre de concertation « Etat – Partenaires » relative au financement du Plan d'accélération 2014 – 2015 de l'Initiative 3N (PA-3N).

Pour rappel, à travers l'élaboration du Plan d'accélération 2014 – 2015 de l'Initiative 3N, le Gouvernement a voulu exprimer sa détermination de booster l'atteinte des objectifs de son Plan d'investissement à l'horizon 2015. Pour ce faire, un recentrage a été opérée sur les activités les plus à même de produire les résultats escomptés et de rendre visible les efforts précisément fournis dans le cadre de l'Initiative 3N.

Le Plan d'accélération est une partie intégrante du Plan d'investissement 2012 – 2015 de l'Initiative (PI-3N) qui a été soumis à l'appréciation des partenaires à la table ronde de Paris novembre 2012. Les engagements financiers pris par le partenaires à l'occasion couvrent en principe la totalité du coût estimé du PI-3N s'élevant 1000,8 Mrd FCFA. Le Plan d'accélération ne se substitue pas à ce PI de l'Initiative, mais apporte davantage de précisions, à travers une focalisation accrue sur les actions-clé du gouvernement.

Le financement de la mise en œuvre du Plan d'accélération, dont le coût a été estimé à **652,21** Mrd (FCFA), est basée sur un certain nombre d'hypothèses, qui impliquent (i) la mobilisation des budgets de l'Etat 2014 et 2015, (ii) la prise en compte des activités déjà planifiées des projets et programmes en cours d'exécution et (iii) la mobilisation des ressources complémentaires.

Le suivi mensuel de l'état d'avancement du Plan d'accélération par le Comité Interministériel d'orientation de l'Initiative (CIO – I3N), présidé par son Excellence, Issoufou Mamadou, Président de la République, a relevé que la mobilisation effective des fonds pour le Plan d'accélération au titre de ces trois sources de financement ne s'opère pas au rythme souhaité, ce qui fait que les réalisations en fin octobre restent en déca des prévisions, notamment en ce qui concerne les Composantes 1 (Maison du Paysan) et 2 (Maîtrise de l'eau).

La présente note a pour objet d'informer les participants à la rencontre de l'état d'avancement de mise en œuvre du Plan d'accélération et de situer les écarts de financement relevés. A cet effet, la note présente les points suivants :

1. Un rappel contextuel sur le contenu du Plan d'investissement, du Plan d'accélération, ainsi que sur les interrelations des deux documents ;
2. Un état général de mise en œuvre de l'I3N et de la mobilisation des financements ;
3. Le niveau de mise en œuvre du Plan d'accélération 2014 – 2015 ;
4. Une synthèse sur les écarts de financement relevés.

1. Rappels contextuels

La Stratégie de l'Initiative 3N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens » (I3N) est adoptée par le Gouvernement le 18 Avril 2012, avec comme objectif global de « contribuer à mettre durablement les populations Nigériennes à l'abri de la faim et de la malnutrition et leur garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et à l'amélioration de leurs revenus ». Elle est structurée en 5 axes stratégiques, à savoir :

- Axe 1 : Accroissement et diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques ;
- Axe 2 : Approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains en produits agricoles et agroalimentaires ;
- Axe 3 : Amélioration de la résilience des populations face aux changements climatiques, crises et catastrophes ;
- Axe 4 : Amélioration de l'état nutritionnel des nigériennes et des nigériens ;
- Axe 5 : Création d'un environnement favorable à la mise en œuvre de l'Initiative 3N.

1.1 Le plan d'investissement (PI) 2012 – 2015

Le Plan d'investissement 2012-2015 (PI-3N) est la déclinaison opérationnelle de l'Initiative 3N. Il détaille les priorités du Gouvernement pour la période 2012-2015. Il s'insère dans le Plan de Développement Economique et Social 2012 – 2015 (PDES), en prenant notamment en charge tous les aspects liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle (axe stratégique 3 du PDES). Son élaboration a fait l'objet d'une large concertation de toutes les parties prenantes. Il est composé de onze programmes d'investissements prioritaires (PIP) qui découlent des cinq (5) programmes stratégiques de l'I3N (cf. Tableau 1 ci-après).

Tableau 1 : Programmes d'investissements prioritaires (PIP) du PA-I3N

Axe	N° PIP	Intitulé	MO
1	1	Amélioration de la Productivité et des revenus agricoles par la maîtrise de l'eau	MAG
	2	Modernisation des systèmes de cultures pluviales et des filières pour la Sécurité alimentaire et nutritionnelle	MAG
	3	Sécurisation des systèmes de productions animales	MEL
	4	Intensification des productions animales à cycle long	MEL
	5	Promotion des filières avicoles et piscicoles	MEL
	6	Gestion durable des terres et des écosystèmes	ME/SU/DD
	7	Valorisation des produits forestiers ligneux et non ligneux	ME/SU/DD
2	8	Transformation et Commercialisation des Produits	MC/PSP
3	9	Prévention et gestion des crises alimentaires	DNPGCAN
4	10	Prévention et Prise en charge de la Malnutrition	MSP
5	11	Renforcement des capacités pour la mise en œuvre de l'I3N	HC3N

Le coût total du PI-3N est estimé à 1 000,8 milliards FCFA.

1.2 Le plan d'accélération 2014 -2015

Le besoin impératif de donner une impulsion supplémentaire dans la satisfaction des attentes des populations, pour atteindre les objectifs fixés à l'horizon 2015, ainsi que la volonté d'assurer une plus grande visibilité et efficacité des résultats, ont conduit le Gouvernement à élaborer un Plan d'accélération de la mise en œuvre de l'Initiative 3N pour la période 2014-2015. Ce plan d'accélération vise à mettre au centre de l'action gouvernementale les aspects jugés les plus essentiels pour la réalisation des objectifs de l'Initiative 3N, à savoir :

- rendre disponibles et accessibles les services et produits nécessaires pour produire suffisamment et à temps ;
- améliorer l'accès à l'eau pour les activités agro-sylvo-pastorales ;
- favoriser l'écoulement et l'utilisation des productions ;
- lutter plus efficacement contre la malnutrition ;
- mobiliser les populations pour un engagement permanent et soutenu dans la mise en œuvre de l'Initiative 3N.

Le Plan d'accélération est structuré autour de sept (7) composantes (cf. Tableau 3 ci-après).

Tableau 2 : Composantes du PA-3N 2014 - 2015

N°	Composante	Maître d'Ouvrage
1	Mise en place de plateforme de services intégrés ou Maisons de Paysans	MAG
2	Maîtrise de l'eau pour les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques	MAG
3	Accroissement et Diversification des Productions Animales	MEL
4	Restauration, Protection des Terres et salubrité urbaine	ME/SU/DD
5	Amélioration de la Nutrition	(MSP)
6	Conservation, transformation et commercialisation des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques	(MC/PSP);
7	Sensibilisation, animation et communication	HC3N

Le coût global du Plan d'accélération 2014-2015 est estimé à 652,21 Mrd FCFA sur les deux ans, avec comme hypothèses de financement¹ :

- 33 % en provenance du budget de l'Etat,
- 52 % en provenance des programmes et projets en cours d'exécution, à travers la prise en compte, pour le compte du PA, des activités déjà planifiées, soit à travers la réorientation des fonds pour contribuer aux actions prioritaires du PA ;
- 15 % sont à rechercher.

1.3 Articulations du Plan d'investissement et du Plan d'accélération

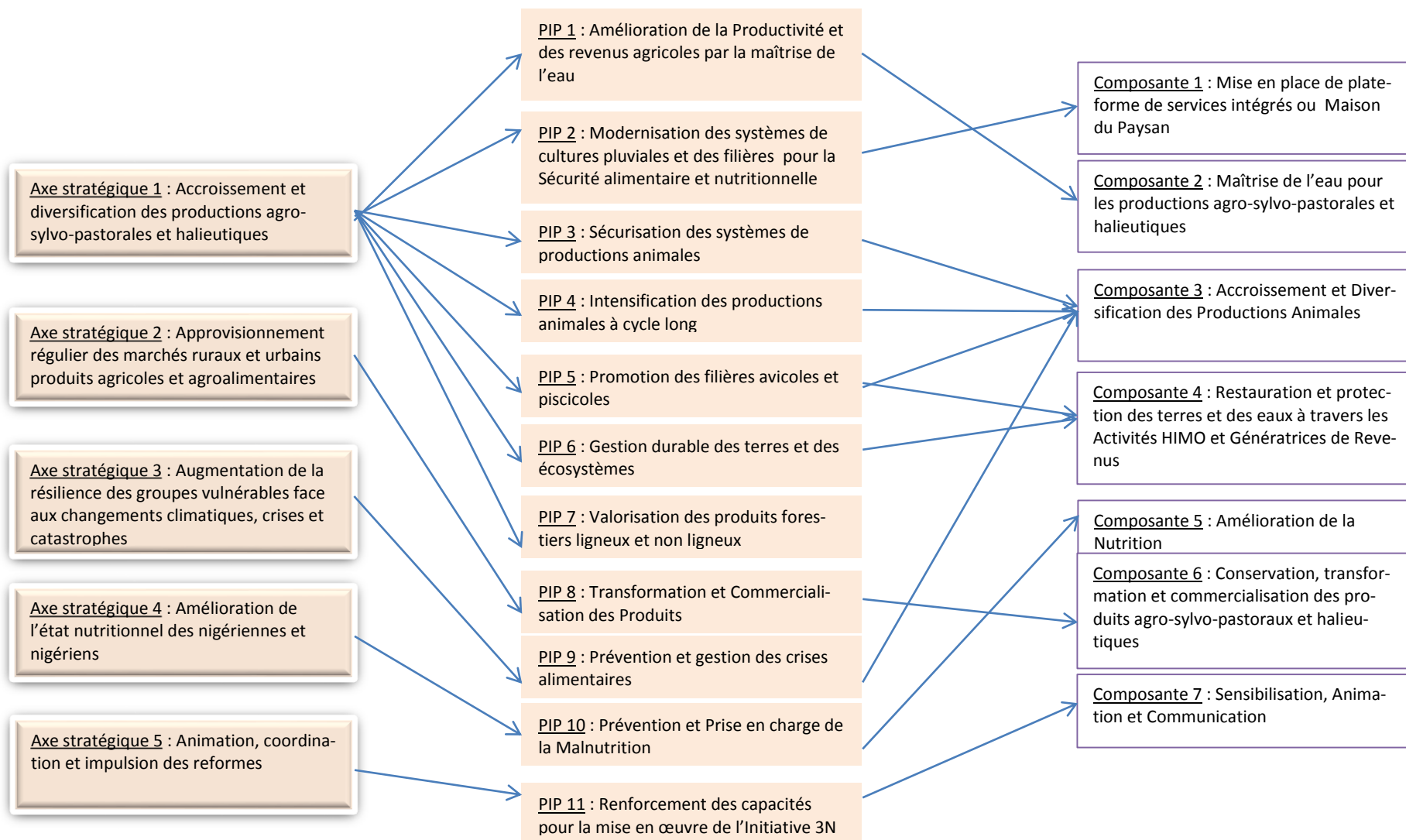
Tel qu'annoncé plus haut, le Plan d'accélération contribue à la réalisation du PI-3N 2012 – 2015. En suivant cette logique, le coût du PA-3N n'est pas à mobiliser en plus, il est partie intégrante des 1 000,815 Mrd FCFA qui constitue le coût estimé du PI-3N 2012 – 2015.

La Figure 1 sur la page suivante permet de visualiser l'articulation entre les Plans d'investissements prioritaires (PIP) et les Composantes du PA-3N.

Le Plan d'accélération est suivi à travers une sélection d'indicateurs de produits (63 parmi les 183 Indicateur de produits du PI-3N). En revanche, les effets et impacts sont mesurés à l'échelle de la stratégie dans son ensemble.

¹ Initialement, le coût du Plan d'accélération sur les deux ans a été estimé à 417,43 Mrd FCFA. Les prévisions financières ont évolué au fur et à mesure de la concrétisation des activités, notamment en ce qui concerne les Composantes 1, Maison du Paysan, et 2, Maîtrise de l'eau. Le nouveau montant de 652,21 Mrd FCFA prend en compte la mise en place de la maison du paysan dans la totalité des Communes (255 au lieu de 200) et la prise en compte totale de 700 ouvrages de mobilisation de l'eau prévus dans le PI3N 2012 – 2015 ;

Figure 1 : Lien entre le Plan d'Investissement 2012-2015 et le Plan d'Accélération 2014-2015 de l'Initiative 3N



2. Etat général de mise en œuvre de l'ISN

2.1 Acquis majeurs de l'exécution du PI3N de 2012 – 2013

Résultats attendus du programme d'action 2012-2013	Résultats atteints cumul 2012-2013
7 157 ha de nouvelles terres irriguées	5 794 ha de nouveaux périmètres dont 1 865 ha en AHA et 3 929 ha de petits périmètres ; soit un cumul de terres irriguées en 2013 de 90 789 ha dont 15 609 ha en maîtrise totale d'eau (AHA) e 75 180 ha en maîtrise partielle d'eau (petits périmètres irrigués)
15 barrages et retenues nouveaux	16 barrages réalisés et/ou réhabilités
35 seuils d'épandage et de recharge nouveaux	28 seuils d'épandage réalisés et/ou réhabilités
60 mares aménagées	54 mares aménagées à but agricole
500 000 tonnes d'équivalents céréaliers des cultures irriguées produites	355 317,65 tonnes de productions totales irriguées cumulées en équivalent céréalier en 2013, soit une augmentation de 186 152 tonnes par rapport 2001
190 000 tonnes d'augmentation de la production de viande	89 446 tonnes de production de viande, toutes espèces confondues, soit une augmentation de 9139 tonnes par rapport 2011
35 000 hectares de terres dégradées restaurées	134 278 ha de terres dégradées récupérées
8 000 hectares de dunes stabilisées	15 545 ha de dunes stabilisées
15 000 hectares de forêts classées réhabilitées	11 603 ha de forêts classées sous aménagement
50 000 hectares de régénérations naturelles assistées	Données non fournies
10 000 hectares de pâturage protégés contre les plantes envahissantes terrestres	3 281 ha de parcours pastoraux nettoyés de plantes envahissantes
1 000 hectares de plans d'eau protégés contre les plantes envahissantes aquatiques	1188 ha faucardés pour protéger 6257 ha de plans d'eau contre les plantes envahissantes
20 000 km de bandes pare-feu réalisés	35 530 km de bandes pare-feu réalisés
153 mares empoissonnées pour une superficie de 7 650 hectares	102 mares (5100 ha), retenues d'eau empoissonnées
17 039 tonnes d'augmentation de la production de poisson	86 000 tonnes de poissons produits soit une augmentation 4t pour un chiffre d'affaire moyen de 4 milliards de FCFA
250 km de pistes de desserte réalisés	456 km de pistes réalisées et/ou réhabilitées
5% de réduction du taux de malnutrition aigüe	Réduction de -1,5% (14,8 -13,3) du taux de malnutrition aigüe
10% de réduction du taux de malnutrition chronique	Réduction de -3,6% (46,1-42,5) du taux de malnutrition chronique
150 000 tonnes de stock national de réserve dont 100 000 tonnes de stock physique et 50 000 tonnes de stocks financier	150 000 tonnes de stock national de réserve, renouvellement à hauteur de 100 000 tonnes
1 190 000 personnes vulnérables soutenues à travers les opérations de soutien alimentaire, de transfert d'argent et de relèvement	463 547 ménages en situation d'insécurité alimentaire (soit 2 986 485 personnes)

2.2 Ressources mobilisées pour la mise en œuvre du PI 2012 – 2015

Le montant global mobilisé pour la période 2012 – 2015 est estimé à 1 496 067,14 FCFA. Il a été calculé à partir des contributions annuelles des projets et programmes recensés, tous types de financement confondus (subventions, prêts, contribution de l'Etat et des communautés bénéficiaires)².

Avec un montant de 1 496 067,14 Mrd FCFA, les fonds mobilisés semblent largement dépasser les prévisions qui étaient de 1 000,815 milliards FCFA pour la période 2012 – 2015. Cette « sur-mobilisation » est toutefois à prendre avec une certaine prudence, sachant que les estimations financières du Plan d'investissement ne prennent pas en compte les « over-heads » des projets et programmes, et ne participant pas aux investissements au Niger.

Les axes stratégiques les plus financés en volume absolu sont les axes 1 (Accroissement et diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques) et 3 (Augmentation de la résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, crises et catastrophes) avec respectivement 33 et 43 %. En termes de la comparaison « prévision – mobilisation », il ressort que l'axe 1 qui, avec un volume de 735 250 Mrd de FCFA, représente les trois quarts des prévisions du PI3N, est sous-financé, pendant que les autres axes et notamment l'axe 3 sont financés au-delà des prévisions.

L'analyse par PIP aboutit au même constat, à savoir la mobilisation accrue des fonds au titre du PIP 9 « Prévention et gestion des crises alimentaires » (correspondant à l'axe 3 de l'I3N), et un sous-financement des PIP 1,2,3,5,6,7, correspondants à l'axe 1 de l'I3N).

La « sur-mobilisation » des fonds relative à l'axe 3 et au PIP 9 peut s'expliquer par la mobilisation exceptionnelle des fonds au titre de la crise alimentaire de 2011-2012 et les déficits alimentaires partiels (par zone) dans les autres années. Elle démontre également une certaine préférence des PTF d'aligner leurs interventions à cette axe. Enfin, les actions d'urgence en lien avec le développement (distribution d'animaux, travaux environnementaux, distribution des semences, etc.) sont en préférence imputés à cette axe, alors elles auraient aussi pu être imputés dans l'axe 1 relative à l'accroissement et à la diversification des productions.

La variation interannuelle dans la mobilisation des financements, comme l'illustre le tableau 7 ci-après, peut également paraître étonnante. Elle s'explique cependant par :

- La forte mobilisation des fonds en 2012 suite à la crise alimentaire de 2011/2012 ;
- La baisse des financements en 2013, du fait de l'arrivée à terme d'un certain nombre de projets et programmes, puis en tant que conséquence subie de la période 2010 – 2011, où bon nombre de partenaires avaient décidé des mesures conservatoires qui ont occasionnés le retardement des nouvelles formulations ;
- La hausse enregistrée en 2014 qui peut être considérée comme fruit des efforts de mobilisation et d'acquisition de nouveaux projets et programmes depuis 2011 ;
- Le montant en baisse en 2015 n'est pas nécessairement synonyme d'une baisse de financement de l'initiative 3N. Elle est d'une part liée au fait que certains projets et programmes sont arrivés à termes en 2014, et les projets/programmes en cours de démarrage ou devant démarrer en 2015 n'ont pas encore été pris en compte dans la base de données relative au financement du PI 2012 – 2014.

Le constat est cependant que bon nombre de ce projet/programmes en cours de préparation ont des perspectives de démarrage au delà de 2016, alors que les années 2014 et 2015 représentent les années de croisières pour le gouvernement actuel.

² Les efforts de recensement des projets/programmes ont permis de dénombrer un total de 118 projets/programmes, qui sont alignés du PI 2012 – 2015 et qui contribuent à sa mise en oeuvre. Ce décompte prend en compte les projets qui ont été en exécution dans la période 2012 – 2014.

Dans cette perspective, il est donc indispensable d'aboutir à une accélération des négociations et de mise en vigueur de ces nouveaux projets et programmes pour rapprocher leur date de démarrage.

Tableau 3 : Mobilisation des fonds par axe stratégique (en millions FCFA)

Axe	Prévu (Etat + PTF)	Mobilisé/mobilisable					Pourcentage
		2012	2013	2014	2015	Total	
Axe 1	735 250,00	89 079,05	124 816,10	138 331,42	94 100,63	446 327,19	60,70%
Axe 2	50 000,00	26 393,53	16 486,13	40 915,81	56 530,46	140 325,93	280,65%
Axe 3	115 000,00	288 453,25	158 435,88	196 359,23	30 159,44	673 407,80	585,57%
Axe 4	50 000,00	1 228,00	62 489,73	62 656,42	3 444,35	129 818,51	259,64%
Axe 5	50 565,00	2 055,98	4 337,47	55 974,83	43 819,43	106 187,71	210,00%
Total	1 000 815,00	407 209,81	366 565,32	494 237,71	228 054,30	1 496 067,14	

NB : Données Septembre 2014

Figure 2 : Mobilisation des fonds par axe stratégique

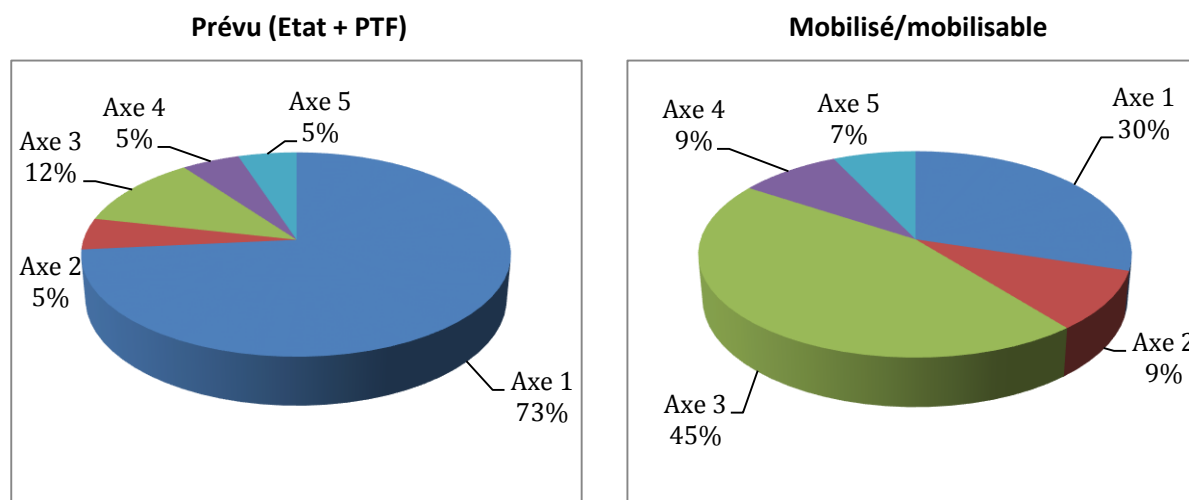
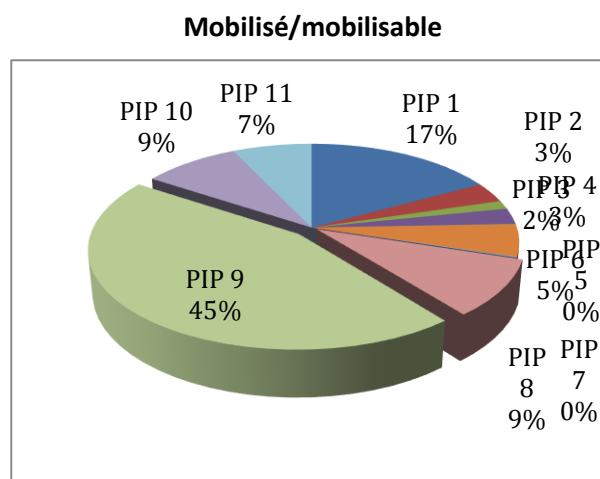
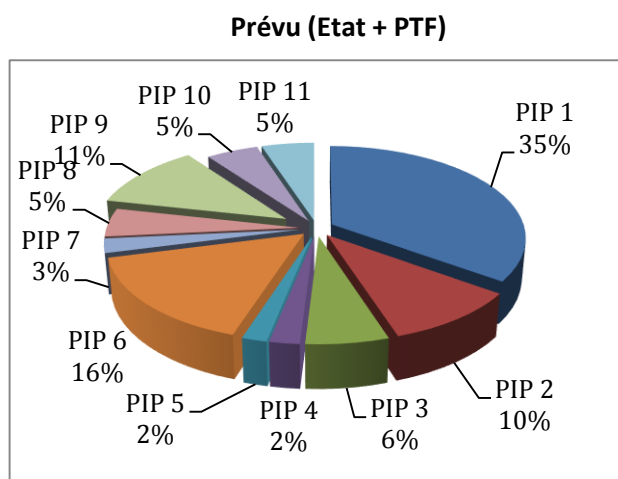


Tableau 4 : Mobilisation des fonds par PIP (en millions FCFA)

PIP	Prévu (Etat + PTF)	Mobilisé/mobilisable					GAP
		2012	2013	2014	2015	Total	
PIP 1	350 000	59 952,92	72 800,69	79 229,33	42 955,68	254 939	72,84%
PIP 2	100 250	9 848,85	15 946,54	13 014,75	10 710,15	49 520	49,40%
PIP 3	60 000	5 429,04	6 708,51	5 744,63	2 996,76	20 879	34,80%
PIP 4	21 900	2 415,64	12 079,05	13 637,22	10 878,26	39 010	178,13%
PIP 5	18 100	73,52	53,00	40,62	650,00	817	4,51%
PIP 6	160 000	11 109,08	16 978,31	26 040,12	24 936,54	79 064	49,42%
PIP 7	25 000	250,00	250,00	624,75	973,25	2 098	8,39%
PIP 8	50 000	26 393,53	16 486,13	40 915,81	56 530,46	140 326	280,65%
PIP 9	115 000	288 453,25	158 435,88	196 359,23	30 159,44	673 408	585,57%
PIP 10	50 000	1 228,00	62 489,73	62 656,42	3 444,35	129 819	259,64%
PIP 11	50 565	2 055,98	4 337,47	55 974,83	43 819,43	106 188	210,00%
Total	1 000 815	407 210	366 565	494 238	228 054	1 496 067	

NB : Données Septembre 2014

Figure 3 : Mobilisation des fonds par PIP



2.3 Etat de mobilisation de financements pour la période après 2015

Les activités de suivi et de lobbying du HC3N pour concrétiser des nouveaux engagements financiers pour la période après 2014/2015, ont permis de dénombrer un total d'une centaine de Projets et Programmes identifiés, d'un volume global d'environ 1 600 Mrd FCFA.

Les niveaux de préparation de ces Projets et Programmes sont variés. Ils peuvent être classés en quatre catégories :

1. Les Projets/Programmes sont à considérer comme engagés, disposant des conventions signées entre les deux parties ;
2. Les Projets/Programmes, des encagements fermes au niveau des PTF concernées existent, sans nécessité d'action de lobbying supplémentaire ;
3. Les Projets et Programmes il existe des accords de principe, mais pour lesquels des actions de lobbying sont encore à déployer pour sécuriser les financements ;
4. Les Projets/Programmes correspondent à des idées de projet sans hypothèse de financement précise, qui sont de se fait tributaires des actions de lobbying intenses ;

Les projets et programmes correspondants aux catégories 1 et 2 peuvent être considérés comme « acquis ». Ils représentant un volume financier global de 695 377,36 Mrd FCFA , comme le présente le tableau 8 ci-après, regroupant les différents engagements par PTF.

Non pris en compte dans cette liste sont les Projets/Programmes en cours de validation dans le cadre du PAGRA/Banque Mondiale et du MCC (les montants ne sont pas encore connus).

Tableau 5 : Projets et Programmes / stade avancé par PTF

N°	Partenaire	Nombre projet	Volume global mobilisé
1	AFD	5	49 046,00
2	Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA)	1	469,00
3	BAD	3	55 120,00
4	BADEA	4	36 989,00
5	Banque Mondiale	5	108 320,00
6	BID	3	24 847,00
7	BOAD	2	22 763,00
8	Brésil	1	400,00
9	Coopération Italienne	1	13 000,00
10	Coopération luxembourgeoise	1	1 837,00
11	Coopération Suisse	2	6 080,00
12	DANIDA	1	17 035,00
13	ECHO	1	16 399,00
14	FIDA	1	120 000,00
15	Cadre Intégré Renforcé (CIR)	1	1 271,00
16	KFW Coopération Allemande	2	17 054,36
17	UE	2	122 008,00
18	UE/Alliance mondiale pour le Changement Climatique (AMCC)	1	5 248,00
19	USAID	1	33 549,00
20	Société Chinoise de l'industrie légère pour la Coopération Economique et Technique avec l'Etranger (CLETC/C)	1	25 000,00
21	BAD/GEF5	1	18 942,00
	Total global	40	695 377,36

3. Niveau de mise en oeuvre du Plan d'accélération 2014 – 2015

3.1 Relevé des réalisations majeures du Plan d'accélération

Les principaux acquis de la mise en oeuvre du Plan d'accélération sont (par Composante) :

- Composante 1, Maisons de Paysans :
 - La construction de 13 Magasins Communaux de Stocks de Sécurité Alimentaire avec 2 567 tonnes de céréales ;
 - La mise en place de 10 247 tonnes de semences, 31 736 tonnes et 227 500 litres de produits phytosanitaires dans les Centrales Communales d'Approvisionnement en Intrants Agricoles ;
 - La construction de 33 Centrales Communales d'Approvisionnement en Aliments pour Bétail avec 29 211 tonnes d'aliments pour bétail ;
 - La construction et l'équipement de 130 Radios Communautaires ;
- Composante 2, Maîtrise de l'eau
 - La réhabilitation 3 307 ha d'aménagements hydro agricoles ;
 - La réalisation de 2 763 ha de nouveaux aménagements hydro agricoles ;
 - La réalisation de 16 955 ha de petits périmètres irrigués ;
 - La réalisation d'ouvrages de mobilisation des eaux de surface avec 19 barrages, 50 seuils et 82 mares ;
 - La sécurisation de 4 500 ha de terre dans les aménagements hydro agricoles ;
- Composante 3, Accroissement et Diversification des Productions Animales :
 - Le fonçage et la réhabilitation de 120 puits pastoraux et 6 forages pastoraux ;
 - La réalisation de 40 Parcs Couloirs de Vaccination ;
 - L'appui à l'installation de 22 fermes modernes d'élevage ;
 - La mise à disposition des ménages vulnérables de kits animaux : 7 300 Kits petit élevage familial et/ ou « unité d'embouche ovine ou bovine » 3 125 Kits petit élevage volailles ;
- Composante 4, Restauration, Protection des Terres et salubrité urbaine :
 - La récupération de 29 572,22 ha des terres dégradées ;
 - La fixation de 6 134,70 ha de dunes ;
 - La production de 8 283 739 plants ;
 - L'ouverture de 11 157,80 km de bandes pare feux ;
- Composante 5, Amélioration de la Nutrition :
 - La récupération de 356 324 enfants de 0 à 59 m. malnutris dans les centres de santé ;
 - la prise en charge de 575 230 cas de malnutrition modérée chez les enfants de 6 à 59 mois dans les centres de santé ;
 - Le déparasitage de 4 236 519 enfants de 1 à 5 ans avec du mebendazole ;
 - La supplémentation des 890 712 femmes enceintes en fer ;
 - La supplémentation de 4 928 491 enfants de 6 à 59 mois en vitamine A en masse et en routine ;
- Composante 6, Conservation, transformation et commercialisation des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques :
 - La construction des 213 km pistes de désenclavement ;
 - L'aménagement de 6 marchés ruraux et la construction de 4 comptoirs ;
- Composante 7, Sensibilisation, animation et communication :
 - le parachèvement du dispositif de régionalisation (mise en place des instances régionales, départementales et communales) ;

3.2. Synthèse sur les financements supplémentaires recherchés

Le tableau 21 ci-après présente la synthèse de l'état des réalisations financières du Plan d'accélération au 30 septembre 2014, en fonction de chaque composante.

Il ressort que :

- **Sur les prévisions de 652 211 217 822 FCFA, 161 025 727 315 FCFA ont été consommés au 30 Octobre 2014 ;**
- **Un montant de 282 978 562 298 est à considérer comme acquis pour financer les activités programmées restants, à partir du budget de l'Etat (135 669 766 688 FCFA) et des contributions des projets existants (147 308 795 610 FCFA) ;**
- **Le montant cumulé des activités en excédant s'élève à 26 764 803 756 FCFA ;**
- **L'écart de financement s'élève à 233 845 230 100 FCFA .**

Tableau 6 : Gap de financement par Composante

Plan d'Accélération	Prévisions financières	Réalisations financières au 31/10/2014	Financement acquis Etat	Financements acquis PTF	Ecart calculé	Ecart réel
Composante 1 : Mise en place d'une plateforme de services intégrés, Maison du paysan (MP)	237 316 839 280	59 898 500 292	79 019 440 511	15 572 110 236	82 826 788 241	90 602 255 471
Composante 2 : Maitrise de l'eau pour les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques	184 156 121 512	16 651 723 900	16 945 000 000	78 708 073 100	71 851 324 512	71 851 324 512
Composante 3 : Accroissement et Diversification des Productions Animales	77 976 335 000	21 356 869 316	12 094 600 000	316 920 000	40 443 945 684	40 708 945 684
Composante 4 : Restauration, protection des terres et salubrité urbaine	47 090 000 000	11 090 888 410	7 384 497 177	19 071 200 000	12 180 912 548	12 701 949 058
Composante 5 : Amélioration de la nutrition	64 696 362 030	47 693 881 200	1 129 050 000	29 391 716 274	-13 518 285 444	598 505 741
Composante 6 : Conservation, transformation et commercialisation des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques	39 867 460 000	4 251 764 197	19 047 179 000	4 008 776 000	12 559 740 803	16 646 249 634
Composante 7 : Sensibilisation, animation et communication	1 108 100 000	82 100 000	50 000 000	240 000 000	736 000 000	736 000 000
TOTAL	652 211 217 822	161 025 727 315	135 669 766 688	147 308 795 610	207 080 426 344	233 845 230 100

Conclusion

Dans l'absolu, il existe de nombreux financements pour la mise en oeuvre du Plan d'investissement de l'Initiative 3N, avec même un dépassement global des prévisions.

Dans le relatif, ces financements ont été concentrés sur un certain nombre de Plans d'investissements (PIP) spécifiques, notamment ceux relatives à la résilience des populations, les PIP « structurants » relatives à l'accroissement et à la diversification des productions restent en état de sous-financement.

Cet état de fait se répercute également sur la mise en oeuvre du Plan d'accélération, qui consacre une concentration des efforts sur certains aspects de l'Initiative considérés comme prioritaires pour la période 2014 – 2015.

Les composantes suivantes manquent de financement :

- Composante 1, Maison du Paysan,
- Composante 2, Maîtrise de l'eau et
- Composante 3, Accroissement et Diversification des Productions Animales.

Pour pallier ces déficits, des propositions suivantes sont faites dans le cadre du dialogue entre le Gouvernement et les Partenaires techniques et financiers :

1. Définir les modalités pour améliorer fortement la consommation des crédits disponibles ;
2. Faire des réajustements au niveau des plans de travail des projets/programmes pour l'année 2015, afin d'aligner les activités prévues au plan d'accélération de l'Initiative 3N ;
3. Examiner les possibilités de financement additionnels pour les activités ne pouvant pas trouver suffisamment de financement dans le cadre des deux options ci dessus.

Un engagement des partenaires est donc sollicité pour examiner en détail les trois propositions pour assurer un financement effectif du Plan d'accélération de l'Initiative 3N.